

# Face aux crises, la coopération au développement se réinvente

**Prospective** À l'occasion de ses 60 ans, la FGC se penche sur l'avenir de la coopération internationale. Outre une table ronde sur ce sujet, une Parade de la solidarité et de nombreuses activités seront proposées durant un week-end de célébration dans le quartier de Plainpalais, les vendredi 29 et samedi 30 mai prochains.

Catherine Dubouloz Chantre

La coopération internationale vit une période de bouleversements profonds. Depuis la pandémie de Covid-19, suivie par la guerre en Ukraine et plus récemment celle au Moyen-Orient, les crises se multiplient et se superposent, assorties d'un déclin du multilatéralisme. Qu'elles soient sanitaires, sécuritaires, géopolitiques, inflationnistes ou environnementales, ces tensions ont des répercussions considérables sur la coopération au développement, sur son financement et, partant, sur les populations les plus vulnérables des pays du Sud global, dont les besoins augmentent. Selon le Programme alimentaire mondial, «45 millions de personnes supplémentaires [dans le monde] pourraient basculer dans la faim aiguë en 2026» si le conflit au Moyen-Orient se poursuit.

Les données de l'aide publique au développement (APD) pour 2025, récemment publiées par l'OCDE, révèlent «la plus forte contraction annuelle jamais enregistrée»: l'aide s'est élevée à 174,3 milliards de dollars en 2025, soit une baisse de 23,1% par rapport à 2024. L'Allemagne, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon et la France représentent 95,7% de la baisse totale de l'APD. À eux seuls, les États-Unis sont à l'origine des trois quarts du recul, en raison des coupes massives effectuées par l'administration Trump dans les budgets de l'USAID. Une récente étude publiée dans «The Lancet» montre leur effet dévastateur: le retrait brutal de ce soutien risque notamment d'entraîner des millions de décès évitables, réduisant à néant des décennies de progrès en matière de santé mondiale.

## Coupes en Suisse également

La Confédération n'échappe pas à cette tendance: des coupes ont également été opérées dans la coopération internationale, ainsi qu'une redirection des fonds vers l'Ukraine. En Suisse comme ailleurs, la redistribution des ressources étatiques en fonction



Sidiki Coulibaly et Bintou Dembélé collectent des données météorologiques dans le cadre du projet «Façonnons notre avenir face au changement climatique», soutenu par le groupe genevois d'Helvetas au Mali.

**«En Suisse comme ailleurs, la redistribution des ressources étatiques en fonction de nouvelles priorités est l'une des raisons des baisses de l'aide publique au développement.»**

de nouvelles priorités, dans la défense notamment, est l'une des raisons de ces baisses. Pour 2025, l'aide publique au développement de la Suisse (hors coûts de l'asile) s'est inscrite en diminution, à 0,36% du revenu national brut, alors qu'elle devrait tendre à 0,5%. Ceci alors que plus des trois quarts de la population suisse (77%) rejettent toute nouvelle réduction des dépenses d'aide au développement, selon une étude de l'EPFZ qui vient de paraître, menée auprès du Panel suisse sur la coopération mondiale. L'éducation et la santé, sui-

vies par la sécurité alimentaire et l'agriculture, sont les domaines d'activité les plus soutenus.

Devant ces bouleversements et les défis engendrés sur le terrain, comment repenser la coopération au développement? Quel rôle la société civile et les ONG peuvent-elles jouer? Ces questions animent la Fédération genevoise de coopération (FGC) et ses 60 organisations membres; les réflexions et solutions proposées seront partagées avec le public le 29 mai, lors d'une table ronde organisée dans le cadre des 60 ans de la Fédéra-

tion (programme complet en page suivante).

L'un des enjeux majeurs porte sur un pilotage renforcé des projets de développement depuis le terrain par les ONG locales partenaires des associations genevoises (ou suisses); une pratique qui est dans l'ADN de la FGC depuis sa création en 1966. Un «Manifeste pour une action dirigée localement», publié en février 2026, est ainsi soutenu par de nombreuses ONG suisses, dont la Fédération. Il suggère différentes pistes en faveur des acteurs locaux, les mieux placés pour définir des interventions pertinentes, efficaces et durables.

## Soutenir les partenaires locaux

Dans ce sillage, un deuxième axe de réflexion concerne la réduction des risques dans les pays où l'espace démocratique se rétrécit: certains États à tendance autoritaire cherchent en effet à entraver l'activité d'associations actives notamment dans la promotion des droits humains et des minorités, l'égalité de genre ou la défense de l'environnement. Dans ces contextes complexes, il s'agit de soutenir les partenaires locaux, de renforcer leur résilience et leur sécurité.

Troisième sujet: la valorisation des indicateurs permettant de mieux documenter l'efficacité des interventions sur les populations qui en bénéficient, notamment leur appropriation par les communautés et les autorités locales.

Face aux champs de tension actuels, la FGC entend poursuivre la mission qui est la sienne depuis soixante ans: agir en faveur d'un monde plus juste et solidaire, porteur d'un développement durable. Elle reste en effet persuadée que la coopération au développement contribue non seulement à garantir les droits humains et à améliorer les conditions de vie des populations vulnérables – sa mission première – mais qu'elle participe également au soft power de la Suisse et à sa sécurité, comme la coopération internationale au sens large contribue à la paix et à la stabilité mondiale.

## L'irremplaçable engagement citoyen



**Dominique Rossier**  
Présidente de la FGC

Au moment où la Fédération genevoise de coopération (FGC) s'apprête à célébrer ses 60 ans, jamais les défis n'ont été aussi importants. Dans ce contexte bousculé, la Fédération se profile comme un lieu d'engagement citoyen, unique et irremplaçable.

Au fil des décennies, elle s'est imposée comme un pôle de compétences qui réunit 60 ONG, plus de 50 experts et expertes bénévoles dans ses instances, ainsi que 2000 bénévoles qui animent la vie des organisations membres. Elle représente ainsi un espace unique, adossé à un réseau dynamique, où la pratique et la réflexion s'appuient sur soixante ans d'engagement solidaire. La construction de partenariats solides et durables en Afrique, en Amérique latine et en Asie pour mettre en œuvre des projets qui changent la vie de 4 millions d'hommes, de femmes et d'enfants par an fait partie de son ADN. Au fil du temps, la FGC est également devenue un partenaire incontournable et fiable des acteurs étatiques de la coopération au niveau fédéral, cantonal ou communal. Cette complémentarité des approches et des sphères d'influence entre ONG et pouvoirs publics contribue fortement à l'efficacité de la coopération internationale suisse.

Les organisations de la société civile, par leur connaissance fine et pragmatique des contextes et des acteurs, représentent une source de savoir et d'action extrêmement précieuse. La proximité du terrain, les rapports de confiance tissés avec les partenaires, la somme des expériences: autant de compétences qui contribuent à trouver des solutions efficaces et réalistes.

Dans les contextes fragiles des pays d'intervention, les ONG savent faire preuve de flexibilité, de créativité et peuvent répondre rapidement à des situations complexes. À un moment où il est essentiel de renforcer le leadership des acteurs locaux du Sud, les organisations membres de la FGC s'efforcent d'éliminer les déséquilibres qui entravent des partenariats égalitaires et durables.

Face aux crises, la Fédération a donc de nombreux atouts pour innover, adapter et réinventer les approches du développement. Par le biais des projets, elle peut impulser des dynamiques et des changements sociétaux qui impactent durablement le cadre de vie des personnes en situation de vulnérabilité.

Les soixante ans de la FGC offrent ainsi l'occasion de célébrer le travail accompli mais aussi, et surtout, de réactiver l'appel à l'indispensable engagement pour un monde plus solidaire!

## 1966-2026: soixante ans d'engagement solidaire

**Rétrospective** Depuis 1966, les activités de la Fédération genevoise de coopération s'inscrivent à la fois dans le contexte local et national ainsi que dans le concert mondial.

**Années 50 et 60** Début du processus de décolonisation.

**1966** Douze associations genevoises fondent la FGC.

**1970** Engagement des États membres des Nations Unies de consacrer 0,7% de leur revenu national brut à l'aide internationale.

**1984** Premier accord-cadre de la FGC avec la Coopération Suisse (aujourd'hui DDC).

**1985** La FGC publie sa première statistique quinquennale présentant l'engagement des col-

lectivités publiques genevoises en faveur de la solidarité internationale. La 9<sup>e</sup> édition sortira en octobre 2026.

**1989** Chute du mur de Berlin et effondrement du bloc soviétique. Les dividendes de la paix (diminution des dépenses militaires) sont affectés à la coopération au développement.

**1989** Création de la Fedevaco, la deuxième fédération cantonale, dans le canton de Vaud. Au fil des ans, tous les cantons latins se doteront d'une telle fédération.

**2001** Adoption de la loi sur le financement de la solidarité internationale, qui prévoit que le Canton de Genève y consacre au moins 0,7% de son budget annuel.

**2005** Création du FEDERESO qui regroupe les sept fédérations cantonales (GE, VD, NE, FR, VS, JU, TI).

**2010** Publication de l'ouvrage de référence «Outils de gestion pour des projets de coopération au développement».

**2011** La Suisse s'engage à consacrer 0,5% de son PIB à la coopération internationale avec une échéance en 2015.

**2012** La Constitution cantonale mentionne l'engagement de Genève en faveur de la solidarité internationale.

**2016** La FGC célèbre ses 50 ans. Publication du livre souvenir «Genève, l'esprit solidaire 1966-2026».

**2018** Lancement de l'émission «Esprit solidaire» avec Léman Bleu: 80 émissions permettent de découvrir les projets de dé-

veloppement des organisations membres de la FGC.

**2025** Publication de l'ouvrage de référence «Outils de capitalisation: apprendre des expériences de coopération au développement».

**2026** Mise en ligne de la base de données «Les projets à livre ouvert», qui présente l'ensemble des projets financés par la FGC depuis 1995 (www.fgc.ch).

**2026** 60<sup>e</sup> anniversaire de la FGC: consultez le programme et rejoignez-nous!